

Bruxelles engage l'Europe de la défense vers plus de solidarité



PATRICK DE ROUSIERS

Président du Comité militaire de l'Union européenne

Pilote de chasse, ancien inspecteur général des armées, le général Patrick de Rousiers préside le Comité militaire de l'Union européenne depuis le 6 novembre 2012. Il est le porte-parole des chefs d'état-major d'armées des 27 États membres et le conseiller de la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

In een wereld waar globalisering gepaard gaat met een toegenomen strategische onzekerheid, welke zijn de dreigingen waarmee Europa geconfronteerd wordt? Welke antwoorden moet en kan het bieden om de crisissen op te lossen? De Europese Unie beschikt over een waaier aan doeltreffende middelen die het met vastberadenheid begint aan te wenden. Vandaag dringt zich echter een enkel antwoord op: er moet meer solidariteit komen, met andere woorden meer "uitwisselingen" en meer "poolen" wil men een plotse structurele ontwapening vermijden. De toekomst van Europa staat op het spel, en ook die van haar capaciteit om haar veiligheid en waarden te beschermen. Kortom, Europa moet een rol blijven spelen in de wereld van morgen.

Plus encore que par le passé, notre monde est marqué par l'imprévisibilité. La surprise stratégique n'est plus seulement politique et économique, mais elle est aussi devenue sociale, environnementale et sécuritaire.

Dix ans après le lancement des premières opérations civiles et militaires, l'Europe de la défense est confrontée à de nouveaux défis qui nécessitent une

capacité d'action plus importante, mais aussi plus solidaire, car aujourd'hui, les appels du monde vers le continent européen se font clairement entendre.

14

Dès lors, pouvons-nous rester immobiles lorsque des groupes terroristes viennent menacer les démocraties de certains États membres ou celles de pays amis ? Devons-nous subir les attaques de la piraterie sachant quel est son impact sur la sécurité de nos approvisionnements ? Pouvons-nous accepter la cybercriminalité comme une fatalité lorsqu'elle s'attaque à nos réseaux les plus sécurisés ?

Nul ne sait quelle sera la prochaine crise. Mais plus que jamais, il s'agit de rester prêts, c'est-à-dire mobilisés et entraînés, pour répondre à ces menaces nouvelles, défendre nos valeurs, mais aussi les intérêts et la sécurité de nos concitoyens.

DES MENACES OMNIPRÉSENTES

L'actualité récente est venue nous rappeler que le terrorisme transnational était capable de frapper au cœur de nos sociétés, de nos pays partenaires, mais aussi de nos intérêts européens à l'étranger.

Dans la même logique, la criminalité organisée (trafic d'êtres humains, d'armes, de stupéfiants...) entretient des zones de troubles aux portes orientales de l'Europe, ainsi que dans les zones d'opérations où ses forces sont engagées.

À ces menaces s'ajoute celle de la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. La mondialisation, en facilitant les échanges de technologies et de savoir-faire, a favorisé le retour au « désir de puissance » de certains États.

La protection du *Cyberspace* représente également un enjeu majeur auquel nous devons impérativement nous préparer collectivement, notamment en développant des systèmes d'alertes et de prévention, de partage d'information, mais aussi, bien évidemment, de riposte et de résilience.

D'autres menaces, telles que la piraterie, touchent les intérêts stratégiques européens en fragilisant les flux d'approvisionnements.

Par ailleurs, en accélérant les échanges de toute nature, la mondialisation n'est pas sans créer de nouveaux enjeux. Ainsi, l'accès aux ressources énergétiques et naturelles, mais aussi l'accroissement de régions connaissant un stress hy-

drique, représentent des potentialités fortes d'instabilité qui pèsent déjà sur nos politiques de défense et de sécurité.

Aujourd'hui, ces défis sécuritaires nécessitent des réponses qui dépassent le cadre des seuls États. Des réponses qui soient efficaces, innovantes, capables de contribuer à la stabilité internationale, mais aussi à la sécurité du continent européen. C'est d'ailleurs à cette même nécessité que renvoient les premiers mots de la déclaration Schuman : *« la paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent »*.

15

DES RÉPONSES MULTIPLES

Il est fréquent de railler l'écart entre les ambitions de la politique européenne de défense et l'apparente modestie de ses réalisations.

Pourtant, ce que l'Europe peut apporter à la Communauté internationale, personne d'autre ne peut le faire aujourd'hui avec les mêmes atouts. En effet, s'il existe plusieurs acteurs internationaux capables d'intervenir dans la résolution des conflits, l'Union européenne est à ce jour l'une des seules – sinon la seule – à pouvoir mobiliser les volets politique, diplomatique, économique, juridique, policier et militaire à la résolution d'une crise complexe.

Ainsi, même si nous n'en mesurons pas encore tous les progrès, l'Europe dispose d'un potentiel d'outils considérables qu'elle a commencé à mettre en œuvre.

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) connaît une évolution significative et apporte une réelle valeur ajoutée à la gestion globale des conflits. Par le biais de ses 140 délégations réparties à travers le monde, il entretient un réseau diplomatique dense, capable de soutenir, mais aussi de démultiplier l'action des États. En permettant également la réunion de cellules de crise à Bruxelles, lorsque c'est nécessaire, il favorise la prise de décision et associe tous les acteurs concernés (SEAE, Conseil, experts civils et militaires, Commission, représentants de l'UE au sein d'organisations internationales...).

En 10 ans seulement, 8 missions ou opérations militaires ont été lancées. À titre d'exemple, si l'opération *EU Naval Force Atalanta* (EU NAVFOR Atalanta) a pu apporter une réponse très significative à la lutte contre la piraterie et à la défense des intérêts européens dans la Corne de l'Afrique, c'est bien parce que l'Union européenne a su développer cette coopération opérationnelle, mais c'est aussi parce qu'elle a été capable de proposer une approche globale, allant de

l'action militaire à l'action judiciaire et à la diffusion des bonnes pratiques vers les armateurs du monde entier.

16

Il y a quelques semaines, l'Union européenne a lancé la mission *EU training mission in Mali* (EUTM Mali). Avec la Belgique et l'ensemble des 26 autres États membres, elle a encouragé la prise de conscience au niveau régional et manifesté unanimement la volonté de s'engager collectivement dans cette mission.

Je voudrais d'ailleurs rappeler que chaque fois qu'elle apporte une réponse, et en particulier sur le plan militaire, l'Union européenne est bien accueillie et bien perçue. Elle le doit en particulier à la force du consensus qui anime des États membres au passé si divers.

Des progrès sensibles ont également été réalisés dans le domaine capacitaire. La relation étroite qui existe désormais entre l'Agence européenne de défense, le Comité militaire et l'état-major de l'UE permet une vision large et cohérente des besoins en termes de capacités et de réponses à apporter.

Ainsi, de nombreux États membres se sont déjà associés pour mettre en commun une partie de leurs capacités. C'est le cas par exemple au sein de l'*European Air*



Le Président du Comité militaire de l'Union européenne
en visite chez le chef de la Défense belge.

Transport Command (EATC) qui rassemble les flottes de transport militaires allemande, néerlandaise, belge, française et luxembourgeoise. C'est également le cas avec la coopération de défense mise en œuvre par les pays nordiques qui offre un exemple de coopération particulièrement intéressant et novateur, en particulier dans les domaines de l'organisation et de l'entraînement. C'est aussi ce que fait valoir la coopération particulièrement étroite, notamment dans le domaine maritime, qui est entreprise entre les forces armées belges et néerlandaises. Enfin, l'exemple de l'initiative développée dans le domaine de la surveillance maritime par 15 États membres, avec le soutien de l'Agence européenne de défense, permettra également un précieux échange d'informations couvrant la majeure partie des côtes du territoire européen.

Mais si les lignes bougent, il faut encore progresser.

AGIR ENSEMBLE

À l'heure de la réduction des budgets de défense, une seule réponse s'impose : bâtir une « solidarité ambitieuse ». Il s'agit en effet de créer plus d'échanges et plus de mise en commun afin d'éviter un désarmement structurel subit.

Les États-Unis qui regardent aujourd'hui davantage vers la zone Asie-Pacifique nous y encouragent. Sans renoncer au lien transatlantique historique, si important à leurs yeux et aux nôtres, ils nous invitent à nous engager davantage pour défendre les intérêts de nos concitoyens et devenir des bâtisseurs de sécurité. Les engagements de l'UE dans la Corne de l'Afrique ou au Sahara s'inscrivent dans cette dynamique.

Par conséquent, tout projet permettant de faire émerger des partages vertueux doit être recherché. Il s'agit en particulier d'accroître la capacité d'anticipation collective de l'Union européenne et de réviser les processus capacitaires pour bâtir une « Europe des missions ».

La mise en place progressive de « clusters » pourrait permettre à plusieurs États qui en auraient la volonté de conduire une réflexion sur des sujets spécifiques. Ces entités offriraient des gages de progrès concrets et d'optimisation des ressources et ceci, sans remettre en cause la souveraineté des États.

À ce titre, pourraient être créées une *Sky Team* ou une *Star Alliance* militaires afin d'optimiser de façon globale l'emploi d'aéronefs, leur entretien, la gestion



Le Président du Comité militaire de l'Union européenne en visite en Pologne.

des flux logistiques et des responsabilités juridiques... Il faudrait pour cela que d'autres EATC voient le jour avec des logiques régionales.

De même, fort des enseignements des derniers conflits en Libye et au Mali, une révision des moyens de réaction rapide de l'Union européenne s'impose à l'évidence.

D'autres projets sont en cours de développement et devraient permettre d'accroître l'interopérabilité de nos armées dans les prochaines années : espace, défense antimissile balistique, drones, ravitaillement en vol, capacités accrues de ravitaillement à la mer, harmonisation de la navigabilité des aéronefs militaires ou encore soutien médical aux opérations. Dans ce domaine, avec l'Italie, l'Allemagne et la France ont déjà commencé à rapprocher leurs services de santé des armées. Il semble désormais possible d'envisager la mise en commun d'hôpitaux militaires de campagne qui pourraient être déployés sur les théâtres d'opérations.

Mais il s'agit aussi d'améliorer l'efficacité et la visibilité de la 'politique de sécurité et de défense commune' (PSDC), d'accroître le développement des capacités de défense et de contribuer au renforcement de l'industrie de défense. C'est tout l'enjeu du Conseil européen qui aura lieu en décembre 2013.

Aujourd'hui, nous faisons en effet le constat paradoxal d'une Europe qui désarme dans un monde qui réarme. Depuis 2001, la part des dépenses militaires

de l'Europe est en effet passée de 29 % des dépenses mondiales à 20 % ! Quelle peut donc être la place d'une Europe de 500 millions d'habitants si elle ne dispose pas de capacités crédibles pour assurer sa sécurité ?

Cette question est structurante, car nos ambitions déterminent notre outil, mais inversement notre outil contraint aussi nos ambitions.

Dès maintenant, il nous appartient donc de définir quelles autres pistes et quels nouveaux domaines d'action les États membres veulent élaborer en commun.

En quelques années, l'Union européenne a développé une véritable capacité de gestion des crises. Si des progrès doivent encore être faits, elle dispose dès à présent de tous les outils pour devenir un réel multiplicateur de puissance.

Bâtir une «solidarité ambitieuse», c'est une question de volonté, plus que de moyens !



Mots clés : Défence européenne – Président du Comité militaire de l'Union européenne – politique de sécurité et de défense commune (PSDC)